



## Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale  
31 juillet 2019  
Français  
Original : anglais

### Organe subsidiaire de mise en œuvre

Cinquante et unième session

Santiago, 2-7 décembre 2019\*

Point X de l'ordre du jour provisoire

## Huitième Forum de Durban sur le renforcement des capacités

### Rapport du secrétariat

#### Résumé

Le huitième Forum de Durban sur le renforcement des capacités s'est tenu le 20 juin 2019 durant la cinquantième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre. Dans le cadre du thème principal (renforcer les institutions au niveau national pour appuyer les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans les pays en développement), les débats ont porté sur les points suivants : rôle joué par les milieux universitaires, les établissements de recherche et d'autres institutions nationales ou infranationales dans le renforcement et le maintien des capacités dans les pays en développement ; amélioration de la cohérence et de la coordination entre les parties prenantes nationales et internationales (telles que les institutions gouvernementales, les prestataires de services d'appui, les organisations de la société civile, les autorités infranationales, les milieux universitaires et les établissements de recherche, ainsi que le secteur privé) en vue de la conception et de l'exécution des activités de renforcement des capacités appuyant la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national ; meilleures pratiques ainsi qu'outils et méthodes disponibles permettant d'évaluer l'incidence et l'efficacité des activités de renforcement des capacités pour ce qui est de la capacité des institutions nationales à donner effet aux contributions déterminées au niveau national.

\* Les dates de la session sont provisoires.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes .....		3
I. Introduction .....	1–4	4
A. Mandat .....	1–2	4
B. Structure du rapport .....	3	4
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre .....	4	4
II. Conclusions du huitième Forum de Durban .....	5–7	4
A. Messages clefs .....	5–6	4
B. Prise en compte des messages clefs par le Comité de Paris sur le renforcement des capacités .....	7	5
III. Organisation du huitième Forum de Durban .....	8–16	5
A. Documents de base .....	8	5
B. Portée et objectifs .....	9–11	6
C. Délibérations.....	12–16	7
IV. Allocution spéciale et débats .....	17–54	7
A. Résumé de l’allocution spéciale.....	17–19	7
B. Résumé de la réunion-débat.....	20–38	8
C. Résultats des discussions au sein des sous-groupes.....	39–52	11
V. Conclusions .....	53–55	13

## Abréviations et acronymes

CDN	Contribution déterminée au niveau national
Comité de Paris	Comité de Paris sur le renforcement des capacités
COP	Conférence des Parties
PMA	Pays moins avancé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
UNU	Université des Nations Unies

## **I. Introduction**

### **A. Mandat**

1. À sa dix-septième session, la Conférence des Parties (COP) a demandé à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) d'améliorer encore le suivi et l'examen de l'efficacité des activités de renforcement des capacités en organisant chaque année, pendant sa session, le Forum de Durban afin que les parties prenantes concernées partagent leurs expériences, échangent leurs idées, leurs meilleures pratiques et les enseignements tirés en ce qui concerne les activités de renforcement des capacités exécutées. Elle a aussi chargé le secrétariat d'établir un rapport succinct sur le Forum de Durban pour examen par le SBI<sup>1</sup>.

2. À sa vingt-quatrième session, la COP a demandé au SBI d'aligner le thème des séances du Forum de Durban sur le domaine annuel retenu par le Comité de Paris sur le renforcement des capacités<sup>2</sup> (Comité de Paris), à savoir pour 2019 les activités de renforcement des capacités destinées à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris. Ainsi, les enseignements et les résultats du Forum de Durban sont directement intégrés dans les travaux du Comité de Paris.

### **B. Structure du rapport**

3. Le présent rapport est structuré de la manière suivante : le chapitre II présente les résultats du huitième Forum de Durban, y compris les messages clefs et des informations sur leur examen ultérieur par le Comité de Paris ; le chapitre III donne des renseignements sur l'organisation de la réunion, y compris sa portée et ses objectifs ; le chapitre IV résume l'allocation spéciale prononcée à la réunion, ainsi que la réunion-débat et les discussions tenues au sein des sous-groupes formés pour l'occasion ; le chapitre V reproduit les conclusions.

### **C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre**

4. Le SBI voudra peut-être examiner les informations contenues dans le présent rapport lorsqu'il délibérera sur les activités de renforcement des capacités.

## **II. Conclusions du huitième Forum de Durban**

### **A. Messages clefs**

5. Les messages clefs ci-après se sont dégagés des débats du huitième Forum de Durban :

a) En ce qui concerne les solutions adaptées au contexte en matière de renforcement des capacités, il est primordial de comprendre le rôle important et l'utilité des universités et des établissements de recherche locaux, nationaux et régionaux, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre des CDN ;

b) Les parties et les entités non parties doivent combler l'écart existant entre les politiques, les pratiques et les activités de recherche aux niveaux régional, national et infranational ;

---

<sup>1</sup> Décision 2/CP.17, par. 144 et 147.

<sup>2</sup> Décision 15/CP.24, par. 6.

c) Les méthodes de recherche ne sont souvent pas adaptées à la culture et au contexte des pays. Si l'on veut doter ces derniers des moyens nécessaires pour élaborer des solutions axées sur les résultats et réalisables, les activités de recherche doivent être menées au niveau local, partir de la base et associer les parties prenantes concernées ;

d) La formation et la participation de la population locale aux activités de recherche peuvent promouvoir et renforcer les capacités au niveau local ;

e) À l'heure actuelle, différentes organisations dotées de mandats similaires fournissent un appui au renforcement des capacités. Il est important que les organes relevant de la Convention recensent et organisent les travaux existants et qu'ils s'en inspirent pour éviter les chevauchements d'activités, s'agissant en particulier de l'appui à la préparation et au renforcement des capacités dans les pays en développement ;

f) Il est primordial de privilégier les mesures d'appui au niveau national pour renforcer les capacités à long terme dans les pays en développement, tout comme il est essentiel d'améliorer la collaboration, la cohérence et la coordination tout au long du processus de la Convention ;

g) Pour évaluer les mesures de renforcement des capacités, il faut établir une base de référence ou des points de repère précis en énonçant des objectifs concrets qui peuvent être améliorés au fil du temps, tout en définissant bien clairement les résultats à obtenir. La méthode à utiliser dépend du type de capacité évalué ;

h) Durant l'évaluation des mesures de renforcement des capacités, il est important d'examiner comment maintenir les capacités nationales et comment reproduire et intensifier ces mesures ;

i) L'appui disponible devrait être cohérent et coordonné et devrait répondre aux besoins nationaux et locaux en matière de renforcement des capacités déjà mis en évidence.

6. On trouvera aux points B et C du chapitre IV respectivement des renseignements détaillés sur la réunion-débat et les discussions des sous-groupes.

## **B. Prise en compte des messages clefs par le Comité de Paris sur le renforcement des capacités**

7. À sa vingt et unième session, la COP a décidé que les contributions au Comité de Paris comprendraient notamment les rapports sur le Forum de Durban<sup>3</sup>. À sa troisième réunion<sup>4</sup>, tenue du 20 au 22 juin 2019, le Comité de Paris a décidé de prendre en compte les résultats du huitième Forum de Durban pendant la période intersessions pour formuler des recommandations à l'intention de la vingt-cinquième session de la COP. Il a également décidé de tenir compte des conclusions du Forum de Durban dans la conception de ses prochaines activités, y compris les journées consacrées à la transformation des connaissances en mesures de renforcement des capacités. Ces journées seront organisées conjointement par le Comité et un consortium d'organisations partenaires et elles se tiendront à l'occasion des prochaines semaines régionales du climat en 2019 et sur la plateforme de renforcement des capacités à la vingt-cinquième session de la COP.

## **III. Organisation du huitième Forum de Durban**

### **A. Documents de base**

8. Conformément aux dispositions pertinentes des décisions 2/CP.17 et 1/CP.18, les documents ci-après ont été établis et diffusés bien avant la réunion sur les pages Web consacrées au Forum de Durban<sup>5</sup> afin de faciliter les discussions :

<sup>3</sup> Décision 1/CP.21, par. 79.

<sup>4</sup> [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/PCCB%203%20meeting%20report\\_FINAL.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/PCCB%203%20meeting%20report_FINAL.pdf).

<sup>5</sup> <https://unfccc.int/8th-durban-forum>.

- a) Un rapport de compilation-synthèse sur les activités de renforcement des capacités entreprises par les organes créés au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto<sup>6</sup> ;
- b) Un rapport de synthèse sur la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement<sup>7</sup>.

## B. Portée et objectifs

9. Le thème principal du huitième Forum de Durban (renforcer les institutions au niveau national pour appuyer les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des CDN dans les pays en développement) a été choisi compte tenu des vues communiquées par les Parties<sup>8</sup> et de la demande formulée par la COP à sa vingt-quatrième session et tendant à ce que le SBI aligne le thème des séances du Forum de Durban sur le domaine annuel retenu par le Comité de Paris<sup>9</sup>, à savoir pour 2019 les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des CDN dans le cadre de l'Accord de Paris. Le thème principal a été traité lors des débats portant sur les thèmes subsidiaires ci-après :

- a) Rôle joué par les milieux universitaires, les établissements de recherche et d'autres institutions nationales ou infranationales dans le renforcement et le maintien des capacités dans les pays en développement ;
- b) Amélioration de la cohérence et de la coordination entre les parties prenantes nationales et internationales (telles que les institutions gouvernementales, les prestataires de services d'appui, les organisations de la société civile, les autorités infranationales, les milieux universitaires et les établissements de recherche ainsi que le secteur privé) en vue de la conception et de l'exécution des activités de renforcement des capacités appuyant la mise en œuvre des CDN ;
- c) Meilleures pratiques ainsi qu'outils et méthodes disponibles permettant d'évaluer l'incidence et l'efficacité des activités de renforcement des capacités pour ce qui est de la capacité des institutions nationales à donner effet aux contributions déterminées au niveau national.

10. Conformément au thème principal et aux thèmes subsidiaires, les participants à la réunion se sont laissé guider par les objectifs suivants :

- a) Mettre à disposition une tribune où les différentes parties prenantes puissent faire part de leurs expériences et des enseignements qu'elles en ont tirés, et échanger des connaissances ;
- b) Étudier comment mieux faire participer les milieux universitaires, les établissements de recherche et d'autres institutions nationales ou infranationales aux activités de renforcement des capacités pour aider à renforcer et à maintenir la capacité des pays en développement à donner effet aux CDN ; donner des indications utiles aux partenaires pour qu'ils puissent mieux harmoniser l'appui fourni pour les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des CDN dans les pays en développement ;
- c) Éclairer les débats thématiques connexes du Comité de Paris dans le contexte de son domaine annuel pour 2019 ou de son plan de travail glissant pour 2017-2019 ;
- d) Tirer des enseignements des meilleures pratiques ainsi que des outils et des méthodes disponibles permettant d'évaluer l'incidence et l'efficacité des activités de renforcement des capacités pour ce qui est des capacités nationales.

<sup>6</sup> FCCC/SBI/2019/2 et Add.1

<sup>7</sup> FCCC/SBI/2019/3.

<sup>8</sup> La communication de l'Australie, du Japon et de la Nouvelle-Zélande peut être consultée à l'adresse <https://www4.unfccc.int/sites/SubmissionsStaging/Documents/201904052234---190405%20-%20Capacity-building%20-%20Australia,%20Japan,%20New%20Zealand.pdf>.

<sup>9</sup> Décision 15/CP.24, par. 6.

11. Stella Gama, Directrice adjointe du Service forestier du Ministère des ressources naturelles, de l'énergie et de l'environnement du Malawi et Russell Miles, Directeur de la Section des mécanismes et de l'adaptation du Service du développement durable et des changements climatiques du Ministère des affaires étrangères et du commerce de l'Australie, ont été invités à animer la réunion.

## C. Délibérations

12. Le huitième Forum de Durban s'est tenu le 20 juin 2019 durant la cinquantième session du SBI. Le Président du SBI et du Forum de Durban, Emmanuel Dumisani Dlamini, a ouvert la réunion. Des observations liminaires ont été présentées par M. Miles.

13. Jakob Rhyner, Directeur scientifique de Bonn Alliance for Sustainability Research et d'Innovation Campus Bonn a ensuite prononcé une allocution spéciale sur le renforcement des institutions au niveau national visant à appuyer les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des CDN dans les pays en développement. Il s'est ensuivi une réunion-débat animée par M<sup>me</sup> Gama, avec la participation des personnes suivantes :

- a) Sonam Phuntsho Wangdi, Président du Groupe des PMA et Secrétaire de la Commission nationale de l'environnement du Bhoutan ;
- b) Pierre Jacquet, Président du Réseau de développement mondial ;
- c) Roberta Ianna, Conseillère principale au Ministère italien de la protection de l'environnement, des terres et de la mer ;
- d) Mizan R. Khan, Directeur de programme de Least Developed Countries Universities Consortium on Climate Change ;
- e) Rebecca Carman, Spécialiste technique du climat au PNUD.

14. Les intervenants ont procédé à un échange de vues sur les différents aspects du thème principal de la réunion. Ont suivi les débats de trois sous-groupes consacrés aux trois thèmes subsidiaires mentionnés au paragraphe 9 et animés respectivement par :

- a) Edith Ofwona Adera, Spécialiste principale de programme au Centre de recherches pour le développement international ;
- b) Robert Bradley, Directeur du Service Connaissances et recherche au Partenariat pour les contributions déterminées au niveau national ;
- c) Benito Müller, Directeur principal d'Oxford Climate Policy.

15. Daniele Violetti, Directeur du programme Financement, technologie et renforcement des capacités de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et M. Miles ont présenté des observations finales pour conclure la réunion.

16. L'ordre du jour de la réunion, les exposés, les biographies des spécialistes, les questions posées pour orienter les débats et les diapositives des rapports des groupes de discussion peuvent être consultés sur les pages Web consacrées au Forum de Durban.

## IV. Allocution spéciale et débats

### A. Résumé de l'allocution spéciale

17. L'allocution spéciale a porté sur le rôle des milieux universitaires dans le renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des CDN et il y a été fait mention des systèmes pertinents existants, par exemple les outils d'information et de sensibilisation sur le renforcement des capacités tels que le portail du Partenariat pour les contributions déterminées au niveau national et le portail sur le renforcement des capacités de la CCNUCC.

18. L'Université des Nations Unies (UNU) et l'Université de Bonn dispensent chaque année un cours commun sanctionné par une maîtrise reconnue sur le plan international concernant la géographie des risques environnementaux et de la sécurité humaine. Ce cours est destiné à un éventail varié de 25 étudiants dont la répartition géographique équilibrée permet de veiller à ce que différents points de vue soient réunis. Les informations du portail sur le renforcement des capacités et du portail du Partenariat pour les contributions déterminées au niveau national peuvent servir de base pour trouver des ressources promouvant la recherche dans les universités. En parallèle, le programme Early Career Climate Fellowship de la CCNUCC et de l'UNU offre à des jeunes des pays en développement, pour la plupart des femmes, la possibilité de débiter leur carrière à un point de jonction entre l'élaboration de politiques climatiques internationales et la recherche en la matière. Pour connaître les activités de l'ONU, les boursiers passent quelque temps au sein des organes de la CCNUCC et à l'UNU.

19. L'allocution spéciale s'est terminée sur les recommandations ci-après concernant l'amélioration des ressources en matière de renforcement des capacités mises à la disposition des parties prenantes :

- a) Associer des outils éducatifs tels que programmes et plateformes, en vue d'une coopération à moyen et à long terme avec les milieux universitaires ;
- b) Exploiter le potentiel du portail de renforcement des capacités en extrayant des informations des CDN et en les transférant sur le portail ;
- c) Rendre le portail du Partenariat pour les contributions déterminées au niveau national compatible avec le portail de renforcement des capacités.

## **B. Résumé de la réunion-débat**

20. S'agissant des thèmes subsidiaires indiqués aux paragraphes 1 à 3 du point B du chapitre IV, les intervenants ont répondu aux questions suivantes :

- a) Comment mieux faire participer les milieux universitaires, les établissements de recherche et d'autres entités non parties au renforcement et au maintien des capacités ?
- b) Quels sont les défis et les possibilités lorsqu'il s'agit d'améliorer la cohérence et la coordination dans la conception et l'exécution des activités de renforcement des capacités ?
- c) Que faut-il faire pour mieux suivre et évaluer l'incidence des activités de renforcement des capacités ?
- d) Quel type d'appui est nécessaire pour renforcer les institutions nationales afin d'appuyer les activités de renforcement des capacités ?

### **1. Rôle joué par les milieux universitaires, les établissements de recherche et d'autres institutions nationales ou infranationales dans le renforcement et le maintien des capacités dans les pays en développement**

21. Les représentants du Réseau de développement mondial et de la plateforme Least Developed Countries Universities Consortium on Climate Change ont évoqué la pertinence du partage des connaissances entre les universités ainsi que la nécessité de donner aux populations les moyens d'agir au niveau local. Il faut repenser la question du renforcement des capacités pour que cette action permette plus efficacement aux populations de maîtriser la résolution des problèmes aux niveaux local et mondial. Font défaut à ce jour l'autonomisation des populations locales et les liens avec la recherche universitaire.

22. L'initiative Least Developed Countries Universities Consortium on Climate Change est une plateforme de renforcement des capacités à long terme Sud-Sud, dont les membres fondateurs sont 10 universités de pays moins avancés (PMA). Au sein du réseau, des professeurs et des étudiants partagent leurs expériences et leurs connaissances en matière de changements climatiques, le but étant de renforcer les capacités par l'éducation, la



formation, la recherche et la communication. Cette initiative à l'échelle des PMA a été approuvée à la réunion ministérielle des PMA tenue à Addis-Abeba en octobre 2018<sup>10</sup>.

23. La lutte contre les changements climatiques exige une perspective à long terme. Au niveau gouvernemental, de fréquents changements de responsables politiques peuvent entraîner une modification des politiques et des approches, d'où la difficulté de conserver une mémoire institutionnelle. L'un des principaux avantages des milieux universitaires est la rotation généralement plus lente des acteurs. Il convient donc d'accorder la priorité au renforcement des capacités des milieux universitaires, qui contribuent aussi pour beaucoup à l'intégration des changements climatiques dans les programmes d'enseignement.

24. L'accent a été mis sur la nécessité de financer les activités de recherche locales pour renforcer les capacités locales, d'accorder une attention particulière aux capacités autochtones et d'appuyer une action axée sur la recherche pour comprendre les demandes locales et autonomiser les pays en développement.

## **2. Améliorer la cohérence et la coordination entre les parties prenantes nationales et internationales dans la conception et l'exécution des activités de renforcement des capacités appuyant la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national**

25. Les représentants du Groupe des PMA et du PNUD ont souligné qu'un défi majeur pour les PMA était l'amélioration de la cohérence et de la coordination dans la conception et l'exécution des activités de renforcement des capacités, élément essentiel pour appuyer la mise en œuvre des CDN. Le renforcement des capacités ne devrait pas être entrepris en vase clos, mais s'inscrire dans un programme de développement durable plus large destiné aux pays les moins avancés.

26. L'appui au renforcement des capacités est généralement une intervention à court terme et il est difficile d'assurer un programme à plus long terme. Toutefois, si le renforcement des capacités a lieu dans les universités, d'autres parties prenantes pourraient également en bénéficier.

27. La consultation des parties prenantes a des répercussions sur l'exécution d'un projet, l'incidence de tout projet de renforcement des capacités dépend du degré de participation des parties prenantes et la cartographie de ces dernières pour chaque projet pose problème dans les pays en développement. Le renforcement des capacités permettra d'améliorer l'élaboration et l'application des stratégies à long terme énoncées dans les CDN ainsi que des processus de planification nationaux visant à déterminer le type d'appui nécessaire. Les mesures d'appui comportent trois éléments essentiels :

- a) Le processus doit être adapté à la situation et il doit être veillé à ce que l'appui fourni réponde aux besoins et favorise l'appropriation des mesures ;
- b) L'appui doit être lié au contexte et ne doit pas être indifférencié ;
- c) L'appui doit être durable.

28. Le renforcement des capacités doit être conçu de manière à aider les femmes et les communautés locales ainsi que les peuples autochtones à intensifier leur participation à l'action climatique, compte tenu de leur grande connaissance des écosystèmes.

29. Les prestataires de services d'appui devraient s'attacher à assurer la prise en main, à l'échelle nationale, des activités de renforcement des capacités pour réussir à consolider les mécanismes institutionnels qui favorisent des activités autonomes à long terme. Cette approche constitue à son tour une bonne base pour permettre aux prestataires d'assurer un apport continu de ressources en faveur des bénéficiaires.

<sup>10</sup> Voir <http://www.icccad.net/luccc>.

### 3. Meilleures pratiques ainsi qu'outils et méthodes disponibles permettant d'évaluer l'incidence et l'efficacité des activités de renforcement des capacités

30. Le représentant du Gouvernement italien a souligné combien le renforcement des capacités était important en tant qu'outil essentiel pour renforcer la riposte mondiale aux changements climatiques ainsi que pour suivre et évaluer les progrès. Le Gouvernement italien soutient des initiatives telles que l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence, qui vise à améliorer les capacités de suivi et de notification des pays en développement, et un programme d'octroi de bourses pour le renforcement des capacités à des professionnels jeunes ou en milieu de carrière dans la fonction publique qui sont ressortissants d'un petit État insulaire ou d'un PMA et qui y travaillent.

31. Le Gouvernement italien participe également à des activités bilatérales de renforcement des capacités, collaborant notamment avec la société Carbon Disclosure Project dans le cadre de projets du Mécanisme pour un développement propre en Afrique. En 2013, en collaboration avec le Gouvernement chinois, il a lancé un programme de formation sur la gestion de l'environnement et le développement durable axé en particulier sur les changements climatiques, qui a attiré plus de 10 000 participants venus de toutes les provinces chinoises.

32. Le représentant du PNUD a souligné qu'il était important d'évaluer l'incidence des mesures de renforcement des capacités, action pour laquelle le PNUD disposait d'une boîte à outils interne. Le PNUD travaille actuellement avec un groupe de pays dans le domaine de l'appui à la mise en œuvre des CDN. Il procède aussi à une analyse approfondie des questions de genre, qui servira de référence pour évaluer les besoins des femmes et des filles et les intégrer dans l'élaboration des politiques et des programmes.

33. La conception de projets pouvant être financés, que ce soit à court, à moyen ou à long terme, passe nécessairement par le renforcement des capacités. L'objectif de l'actuel plan de renforcement des capacités du PNUD est le suivant : comprendre comment surveiller et évaluer l'incidence des activités au lieu de se contenter de compter le nombre de personnes formées dans le cadre d'un atelier. Le plan tient compte de la participation des parties prenantes, de la définition d'une vision, de l'application de politiques et de programmes qui aideront à concrétiser cette vision, de l'intégration d'activités de renforcement des capacités dans les budgets et les programmes sectoriels, ainsi que de la gestion et de l'évaluation du processus. Ces informations peuvent servir à résoudre des questions courantes concernant les dispositions institutionnelles et la coordination (évaluation de l'encadrement et connaissances techniques par exemple). Il est également important pour les gouvernements et leurs partenaires de discuter de la question de savoir comment mieux déterminer l'appui nécessaire.

34. L'accent a été mis sur la nécessité de mieux comprendre les activités de renforcement des capacités en évaluant les activités déjà existantes.

### 4. Questions et réponses

35. À l'issue de la réunion-débat, les participants ont été invités à poser des questions. L'importance du renforcement des capacités pour la mise en œuvre des CDN a été rappelée. Les intervenants ont été priés de donner des précisions sur l'initiative de l'ONU et la manière dont elle prend en compte les insuffisances en matière de capacités et les besoins des chercheurs invités. Des précisions ont aussi été demandées quant aux moyens de veiller à ce que le renforcement des capacités ne soit pas simplement un échange de connaissances mais débouche sur des actions concrètes. En outre, les intervenants ont été priés d'expliquer comment évaluer l'efficacité des activités de renforcement des capacités. Il a été fait mention de la nécessité de faire participer le secteur privé au Forum de Durban.

36. En réponse, les intervenants ont souligné qu'il était indispensable d'appliquer une approche plus systémique pour remédier aux problèmes environnementaux mondiaux multidimensionnels. Pour parvenir à un changement systémique, il faut faire participer le secteur privé, les milieux universitaires et les communautés locales.

37. Pour être efficace, la recherche devrait répondre aux besoins des populations des pays en développement en les faisant intervenir dans la définition des questions liées à la recherche.

38. S'agissant de l'initiative de l'UNU, il a été dit que l'Université de Bonn s'efforçait de prendre des étudiants venant d'horizons divers, ce qui peut toutefois être assez difficile.

## **C. Résultats des discussions au sein des sous-groupes**

### **1. Rôle joué par les milieux universitaires, les établissements de recherche et d'autres institutions nationales ou infranationales dans le renforcement et le maintien des capacités dans les pays en développement**

39. Le premier sous-groupe a examiné les questions suivantes :

a) Quel rôle les milieux universitaires, les établissements de recherche et d'autres institutions nationales ou infranationales (organisations de la société civile, organisations communautaires, etc.) peuvent-ils jouer dans le renforcement des capacités nécessaires pour appuyer la mise en œuvre des CDN en général ainsi que dans le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs ou des cibles nationaux définis ?

b) Le maintien des capacités est l'un des principaux obstacles auxquels se heurtent les pays en développement. Cela est dû dans le temps au recours ponctuel à des consultants pour les activités de renforcement des capacités. Comment les institutions nationales et infranationales peuvent-elles collaborer plus efficacement avec les organisations qui fournissent un appui au renforcement et au maintien des capacités nationales ?

c) Que peut-on faire pour appuyer les efforts déployés au niveau national pour renforcer les capacités à long terme dans les pays en développement dans le cadre du processus de la CCNUCC (orientations, travaux des organes constitués, etc.) ?

40. Le débat a porté sur la nécessité de privilégier le rôle des milieux universitaires et l'importance qu'il y a à renforcer la capacité des universités et des organismes de recherche à dispenser aux décideurs des conseils pratiques concernant l'aide à apporter à leurs communautés.

41. Les méthodes de recherche ne sont souvent pas adaptées à la culture et au contexte des pays. Si l'on veut doter les pays des moyens nécessaires pour élaborer des solutions axées sur les résultats et réalisables, les activités de recherche devraient être menées au niveau local, partir de la base et associer les parties prenantes concernées. Il faut aussi intégrer la sensibilisation aux questions environnementales et les changements climatiques dans les programmes d'enseignement de diverses facultés, notamment celles qui dispensent des cours de gestion.

42. Les universités doivent rendre les résultats de leurs activités de recherche accessibles aux communautés et aux décideurs pour favoriser l'institutionnalisation du renforcement des capacités dans le pays. Dans certains cas, elles sont engagées dans cette voie, utilisant des agents de mobilisation communautaires quand c'est possible et promouvant l'établissement de liens entre les politiques, les pratiques et la recherche.

43. Il est également indispensable d'améliorer la cohérence et la coordination dans le cadre de la CCNUCC. À cet égard, le Comité de Paris pourrait jouer un rôle utile en utilisant son réseau pour faire participer des experts en renforcement des capacités ainsi que des représentants des gouvernements.

### **2. Améliorer la cohérence et la coordination entre les parties prenantes nationales et internationales dans la conception et l'exécution des activités de renforcement des capacités appuyant la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national**

44. Le deuxième sous-groupe a examiné les questions suivantes :

a) L'un des éléments clefs de la mise en œuvre des CDN est l'appui au renforcement des capacités. Il existe actuellement différentes organisations dotées de mandats similaires en matière d'appui au renforcement des capacités. Comment assurer la cohérence à cet égard au niveau national ?

b) Quelles mesures d'incitation peuvent-elles être offertes aux organisations qui fournissent un appui au renforcement des capacités pour améliorer la collaboration, la cohérence et la coordination s'agissant de l'appui à la préparation et au renforcement des capacités dans les pays en développement ?

c) Que peut-on faire pour appuyer les efforts déployés au niveau national pour renforcer les capacités à long terme dans les pays en développement dans le cadre du processus de la CCNUCC (orientations, travaux des organes constitués, etc.) ?

45. Les discussions ont porté sur les problèmes, variables selon les pays, qui se posent concernant la conception et l'exécution des activités de renforcement des capacités visant à appuyer la mise en œuvre des CDN. L'accent a été mis sur la nécessité de considérer le renforcement des capacités comme un processus à long terme pour pouvoir suivre les résultats du processus. Il est essentiel à cet égard de renforcer les capacités nationales en faisant fond sur les approches impulsées par les pays.

46. En outre, différentes organisations dotées de mandats similaires fournissent un appui au renforcement des capacités. Il est essentiel que ces organisations travaillent en collaboration et établissent des partenariats pour être innovantes et mener des activités de renforcement des capacités afin d'éviter les doubles emplois et d'améliorer la cohérence et la coordination dans la conception et l'exécution des activités précitées.

47. Il existe au niveau national des pratiques et des méthodes permettant d'assurer la cohérence et la coordination, y compris l'élaboration d'un programme à long terme et la création d'un comité national pour le renforcement des capacités. Ces mesures requièrent la participation de différentes parties prenantes, notamment la société civile et le secteur privé.

### **3. Meilleures pratiques ainsi qu'outils et méthodes disponibles permettant d'évaluer l'incidence et l'efficacité des activités de renforcement des capacités**

48. Le troisième sous-groupe a examiné les questions suivantes :

a) Quels éléments faudrait-il examiner pour évaluer l'efficacité et l'incidence des mesures de renforcement des capacités, en particulier dans le contexte des CDN ?

b) Des méthodes sont-elles appliquées pour évaluer l'efficacité et l'incidence des mesures de renforcement des capacités ?

c) Comment pouvons-nous mieux surveiller l'appui fourni en matière de renforcement des capacités compte tenu de l'évolution des besoins ? Pouvez-vous proposer les meilleures pratiques ?

49. Les participants ont mis au jour les lacunes liées à la collecte, à la centralisation et à la communication des données et des informations.

50. Il a été débattu de l'importance qu'il y a à définir ce qu'est le renforcement des capacités pour évaluer les mesures prises. Une fois la définition arrêtée, il sera utile d'établir des points de repère dotés d'un calendrier précis pour évaluer l'efficacité des mesures.

51. Les méthodes permettant actuellement d'évaluer l'efficacité et l'incidence des mesures de renforcement des capacités comprennent des méthodes de gestion axées sur les résultats, des auto-évaluations qualitatives (le bénéficiaire évaluant l'incidence des mesures) et un examen comparatif du partage entre collègues des enseignements tirés.

52. Ont également été examinés les moyens éventuels de suivre l'appui au renforcement des capacités. Les participants ont dit qu'il était nécessaire de suivre les mesures de renforcement des capacités et ont souligné à quel point il était important de maintenir les capacités et d'améliorer la cohérence et la coordination.

## V. Conclusions

53. Le huitième Forum de Durban a donné aux Parties et aux entités non parties l'occasion de débattre de manière ouverte et constructive du renforcement des institutions au niveau national pour appuyer les activités de renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre des CDN dans les pays en développement.

54. Plusieurs participants se sont dits satisfaits de ce que la réunion ait permis de mettre en lumière l'importance du renforcement des capacités dans les pays en développement pour la mise en œuvre des CDN.

55. La réunion, qui a rassemblé un large éventail de parties prenantes, a permis d'énoncer des messages clairs concernant les facteurs clefs du renforcement des capacités pour la mise en œuvre des CDN, comme indiqué au point A du chapitre II. Qui plus est, l'alignement du thème de ce forum sur le domaine annuel retenu par le Comité de Paris a permis à ce dernier de prendre appui sur les résultats du Forum. En plus de participer activement à la réunion, le Comité de Paris a pu faire le point sur les résultats de sa troisième réunion et convenir des mesures concrètes de suivi et des recommandations à formuler en la matière, comme indiqué au point B du chapitre II.

---